

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
GOVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
 Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.
 Annonces légales : 90 pfg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.
 Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement
 en Chef Français en Allemagne.

Ordonnance No 120 en date du 10 Novembre 1947 relative à la
 restitution des biens ayant fait l'objet
 d'actes de spoliation 1219

INHALT

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement
 en Chef Français en Allemagne.

VERORDNUNG Nr. 120 vom 10. November 1947 über die Rück-
 erstattung geraubter Vermögensobjekte 1219

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 120

relative à la restitution des biens ayant
 fait l'objet d'actes de spoliation.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement
 en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre
 1945.

Vu l'ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur
 les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du
 Commandement Suprême Interallié,

Vu la loi No 1 du Commandement Suprême Interallié portant
 abrogation des lois nazies,

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative
 au blocage et au contrôle des biens, modifiée par l'ordonnance No
 81 du 3 Mars 1947,

Vu l'arrêté No 24 du 8 Décembre 1945 concernant la déclaration
 des actes de spoliation commis au préjudice de personnes, mêmes
 allemandes, en raison de leur race ou de leurs opinions,

Sur la proposition de l'Administrateur Général Adjoint pour le
 Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

TITRE I

ACTES NULS ET ANNULABLES.

ARTICLE 1er. — Sont nuls tous actes de dispositions de biens,
 droits ou intérêts accomplis postérieurement au 30 Janvier 1933 sans

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 120

über die Rückerstattung geraubter Vermögensobjekte.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter
 Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement
 en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret
 vom 18. Oktober 1945,

die Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über die Aufrechterhaltung
 der vom Commandement Suprême Interallié oder unter seiner Befehls-
 gewalt erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

das Gesetz Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié über
 Aufhebung des Nationalsozialistischen Rechts,

das Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über
 die Sperre und Beaufsichtigung von Vermögen, abgeändert durch die
 Verordnung Nr. 81 vom 3. März 1947,

die Verfügung Nr. 24 vom 8. Dezember 1945 betreffend Anzeige
 von Ausplünderungsmaßnahmen gegen Personen, auch Deutsche,
 wegen ihrer Zugehörigkeit zu einer Rasse oder einer Weltanschauung,

auf Vorschlag des Administrateur Général Adjoint pour le Gou-
 vernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

nach Anhörung des Comité Juridique
 folgende

VERORDNUNG :

1. Abschnitt.

Nichtige und unecht bare Akte.

Artikel 1. Alle nach dem 30. Januar 1933 ohne die Zustimmung
 ihres Eigentümers (physische oder juristische Personen) vorgenom-
 menen Verfügungen über Güter, Rechte oder Interessen sind nichtig,
 sofern sie im Verfolg von Maßnahmen ergingen, die auf Staats- oder

le consentement de leur propriétaire (personne physique ou morale) en conséquence des mesures qui ont établi des discriminations fondées sur la nationalité, la race, la religion, les opinions ou activités politiques hostiles au régime nazi.

Les personnes physiques ou morales ou leurs ayants-cause dont les biens, droits ou intérêts ont été l'objet de tels actes, peuvent en faire constater la nullité dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

ARTICLE 2. — Les Tribunaux prononceront l'annulation des actes de disposition effectués sans le consentement du propriétaire en exécution d'une législation antérieure au 30 Janvier 1933, lorsqu'il sera établi que ces actes ont été, en réalité, accomplis en raison de la nationalité, de la race, de la religion, des opinions ou activités politiques de l'intéressé et dans l'intention de lui nuire.

ARTICLE 3. — Les Tribunaux prononceront de même l'annulation des actes de disposition accomplis avec le consentement du propriétaire, lorsque ce consentement n'a été donné que sous l'empire de la contrainte physique ou morale.

Sont présumés avoir été passés sous l'empire de la contrainte les contrats et actes juridiques intervenus depuis le 30 Janvier 1933 et portant sur des biens, droits ou intérêts appartenant à des personnes physiques ou morales dont la situation a été réglée avant ou après la date de ces actes, par les mesures discriminatoires visées aux articles précédents.

Cependant, pour tous les actes passés entre le 30 Janvier 1933 et le 14 Juin 1938, si l'acquéreur rapporte la preuve que son acquisition a été faite au juste prix, la preuve de la contrainte incombera au propriétaire dépossédé.

ARTICLE 4. — Les dispositions de la présente ordonnance ne sont applicables que dans la mesure où les biens, droits ou intérêts ayant fait l'objet d'actes de disposition sont identifiables au jour de la demande en justice.

TITRE II

EFFETS DE LA NULLITÉ

ARTICLE 5. — Lorsque la nullité est constatée ou l'annulation prononcée, les parties sont équitablement rétablies dans la situation résultant de leurs droits antérieurs à l'acte déclaré nul ou annulé. Le propriétaire dépossédé reprend ses biens, droits ou intérêts exempts de toutes charges, hypothèques et droits réels dont l'acquéreur ou les acquéreurs successifs les auraient grevés. Il les reprend avec leurs augmentations et accessoires sous réserve des dispositions ci-après.

ARTICLE 6. — Les actes d'administration conformes aux dispositions des articles 677 et suivants du B. G. B. sur la gestion d'affaires demeurent valables. En conséquence, les droits et devoirs respectifs du gérant d'affaires et du propriétaire, et, éventuellement les droits des tiers, sont déterminés conformément aux dispositions du B. G. B.

Il est tenu compte pour l'application des dispositions de l'article 687 § 1 du B. G. B. de la bonne ou mauvaise foi des acquéreurs successifs. Sont considérés comme de bonne foi, les acquéreurs qui n'ont pas eu connaissance du caractère de spoliation de l'acte initial.

Les fruits que les acquéreurs successifs de mauvaise foi seront tenus de rembourser en exécution des dispositions de l'article 684 du B. G. B. ne seront pas versés entre les mains du propriétaire remis en possession, mais affectés dans chaque Land à un fonds commun destiné à l'indemnisation des victimes du nazisme. La gestion de ce fonds pourra être confiée à un organisme créé ou habilité à cet effet par l'autorité du Land.

ART. 7. — Le propriétaire remis en possession de son bien et qui aura reçu paiement du prix sera tenu de le rembourser à l'acquéreur.

L'acquéreur aura droit de même, à condition qu'il établisse sa bonne foi, à demander paiement d'une somme correspondante au prix qu'il justifiera avoir versé, au propriétaire remis en possession, même au cas où celui-ci n'en aurait pas perçu le montant.

ART. 8. — Si, pendant la période de déposssession, le bien a été grevé de droits réels régulièrement inscrits, les sommes pouvant revenir, par application de la présente ordonnance, à l'acquéreur ou à ses ayants-droit, devront être déposées, jusqu'à due concurrence, pour servir de garantie des droits des créanciers régulièrement

Volksangehörigkeit, Rasse, Religion sowie dem nationalsozialistischen Regime feindliche politische Anschauungen oder Tätigkeiten gestützte Unterscheidungen eingeführt haben.

Die physischen oder juristischen Personen oder ihre Rechtsnachfolger, deren Güter, Rechte oder Interessen Gegenstand solcher Verfügungen geworden sind, können deren Nichtigkeit unter den in der vorliegenden Verordnung vorgesehenen Bedingungen feststellen lassen.

Artikel 2. Die Gerichte haben die Nichtigkeitsklärung der ohne die Zustimmung des Eigentümers auf Grund eines vor dem 30. Januar 1933 ergangenen Gesetzes vorgenommenen Verfügungen auszusprechen, wenn festgestellt ist, daß diese Verfügungen in Wirklichkeit mit Rücksicht auf die Staats- oder Volksangehörigkeit, die Rasse, die Religion, die politischen Anschauungen oder Tätigkeiten des Betroffenen und in der Absicht, ihm zu schaden, vorgenommen worden sind.

Artikel 3. Die Gerichte haben die Nichtigkeitsklärung auch der mit Zustimmung des Eigentümers vorgenommenen Verfügung auszusprechen, wenn diese Zustimmung nur unter dem Einfluß physischen oder moralischen Zwanges erteilt wurde.

Das Vorhandensein eines solchen Zwanges wird vermutet für den Abschluß von Verträgen und anderen juristischen Akten, die seit dem 30. Januar 1933 vorgenommen wurden und sich auf Güter, Rechte oder Interessen beziehen, die physischen oder juristischen Personen gehörten, deren Situation vor oder nach dem Datum der Vornahme dieser Akte von den in den vorgangenen Artikeln bezeichneten diskriminierenden Maßnahmen betroffen wurde.

Indessen ist der frühere Eigentümer, der sein Eigentum verloren hat, für den Zwang beweispflichtig hinsichtlich aller zwischen dem 30. Januar 1933 und dem 14. Juni 1938 vorgenommenen Akte, wenn der Erwerber den Beweis erbringt, daß er zu einem angemessenen Preis erworben hat.

Artikel 4. Die Vorschriften dieser Verordnung sind nur insoweit anwendbar, als die Güter, Rechte oder Interessen, die den Gegenstand von Verfügungen bildeten, im Zeitpunkt der gerichtlichen Geltendmachung noch identifizierbar sind.

2. Abschnitt.

Wirkung der Nichtigkeit.

Artikel 5. Wenn die Nichtigkeit festgestellt oder die Nichtigkeitsklärung ausgesprochen ist, so sind die Parteien billigerweise in die Lage zurückversetzt, die sich aus ihren Rechten ergibt, wie sie vor dem als nichtig festgestellten oder für nichtig erklärten Akt bestanden. Der seines Eigentums beraubt gewesene Eigentümer erhält seine Güter, Rechte oder Interessen frei von allen Belastungen, Hypotheken und sonstigen dinglichen Rechten zurück, mit denen sie der Erwerber oder die nachfolgenden Erwerber belastet haben. Er erhält sie, unter Vorbehalt der folgenden Bestimmungen, samt Zuwachs und Zubehör zurück.

Artikel 6. Die Geschäftsbesorgungsakte, die den Bestimmungen der Paragraphen 677 ff. BGB. über die Geschäftsführung ohne Auftrag entsprechen, bleiben gültig. Infolgedessen bestimmen sich die Rechte und Pflichten des Geschäftsführers und des Eigentümers, und gegebenenfalls die Rechte Dritter, nach den Vorschriften des BGB. Bei der Anwendung der Bestimmungen des Paragr. 687 Absatz 1 BGB. wird dem guten oder bösen Glauben der aufeinanderfolgenden Erwerber Rechnung getragen. Als gutgläubig sind die Erwerber anzusehen, die von dem Beraubungscharakter der anfänglichen Verfügung keine Kenntnis hatten.

Der Gewinn, den die aufeinanderfolgenden bösgläubigen Erwerber in Anwendung der Bestimmungen des Paragr. 684 BGB. zurückzuerstatten verpflichtet sind, wird nicht dem wieder in den Besitz eingesetzten Eigentümer ausgezahlt, sondern in jedem Land einem gemeinsamen Fonds zugeführt, der zur Entschädigung der Opfer des Nationalsozialismus bestimmt ist. Die Verwaltung dieses Fonds kann einer Institution anvertraut werden, die zu diesem Zweck von der Regierung des Landes geschaffen oder ermächtigt wird.

Artikel 7. Der wieder in den Besitz seines Vermögens eingesetzte Eigentümer, dem seinerzeit der Preis bezahlt wurde, ist verpflichtet, ihn dem Erwerber zurückzuzahlen.

Der Erwerber ist auch berechtigt, vorausgesetzt, daß er seinen guten Glauben nachweist, von dem wieder in den Besitz eingesetzten Eigentümer die Bezahlung einer dem von ihm nachweislich gezahlten Preis entsprechenden Summe zu verlangen, selbst wenn der Eigentümer den Kaufpreis nicht erhalten hat.

Artikel 8. Wenn das Vermögen während der Entfernung des Eigentümers aus dem Besitz mit ordnungsgemäß eingetragenen ding-

inscrits. A la demande de ceux-ci, les sommes qui leur sont dues deviennent immédiatement exigibles à dater de la décision constatant la nullité ou prononçant l'annulation de l'acte de disposition du bien grevé.

ART. 9. — Les biens, droits ou intérêts dont les légitimes propriétaires seront disparus sans laisser d'héritiers seront affectés au fonds défini à l'article 6 ci-dessus et utilisés dans les mêmes conditions.

ART. 10. — Tous agents d'affaires, courtiers ou intermédiaires qui se sont sciemment abstenus de révéler l'origine des biens, droits ou intérêts peuvent être poursuivis par tout acquéreur de bonne foi évincé en vue du remboursement de tous courtages, commissions ou honoraires et éventuellement du versement d'une indemnité correspondant au préjudice subi par leur faute.

ART. 11. — Les droits tirés de l'application de la présente ordonnance ne pourront faire l'objet d'aucune cession entre vifs

TITRE III.

PROCÉDURE

ART. 12. — Il est institué auprès de chaque Tribunal de 1^{er} Instance, une ou plusieurs chambres spéciales chargées de la restitution des biens ayant fait l'objet d'actes de spoliation.

Ces chambres portent le nom de Chambre des Restitutions. Chaque Chambre des Restitutions est composée d'un Président et de deux assesseurs dont l'un sera obligatoirement une victime du nazisme, désignés sur proposition du Président du Tribunal par le Ministre de la Justice du Land. Les Chambres ainsi constituées sont compétentes, à l'exclusion de toute autre juridiction, pour connaître des demandes des victimes des actes visés par les dispositions de la présente ordonnance.

ART. 13. — Les demandes doivent être déposées dans les dix-huit mois suivant la date de la publication de la présente ordonnance. Elles sont présentées en matière immobilière devant la Chambre des Restitutions, instituée auprès du Tribunal dans le ressort duquel est situé l'immeuble litigieux, et, en matière mobilière, devant celle du Tribunal compétent par application des articles 12 et suivants de la Z. P. O. (Code de procédure Civil allemand).

ART. 14. — En cas d'absence de l'acquéreur ou si le domicile de celui-ci est inconnu, la procédure doit être dirigée contre l'administrateur qui a été nommé par application des dispositions de la loi No 52 ou le curateur (Pfleger) institué par application des articles 1909 et suivants du B. G. B.

En cas d'absence du spolié, l'action est intentée soit par ses ayants-cause, soit par le Procureur Supérieur (Oberstaatsanwalt) auprès du Tribunal auquel est rattachée la Chambre des Restitutions compétente, sur réquisition du ministre de la Justice du Land, soit par l'organisme chargé de la gestion du fonds commun visé à l'article 6 ci-dessus, soit enfin par toute association de victimes du nazisme légalement formée.

Dans un délai de six mois à compter de la date de publication de la présente ordonnance, le Ministre des Finances de chaque Land adressera au Ministre de la Justice la liste des biens, droits et intérêts visés aux articles 1, 2 et 3 aux fins de transmission au Ministère public.

Communication en sera également donnée aux organismes chargés de la gestion des fonds communs visés à l'article 6 ci-dessus.

ART. 15. — Le demandeur est dispensé de l'obligation de se faire assister d'un avocat.

La signification de la demande sera faite par les soins du greffe.

Mention devra être faite sur le procès-verbal de signification qu'un délai de 15 jours est imparti au défendeur pour présenter ses moyens de défense.

ART. 16. — La décision sur la demande intervient soit par jugement final (Endurteil) soit par ordonnance (Beschuß).

L'Ordonnance ou le jugement intervenu sera signifié par les soins du greffe.

lichen Rechten belastet worden ist, so müssen die in Anwendung dieser Verordnung dem Erwerber oder seinen Rechtsnachfolgern zufließenden Beträge bis zum geschuldeten Höchstbetrag hinterlegt werden, um als Sicherheit für die Rechte der ordnungsgemäß eingetragenen Gläubiger zu dienen. Auf deren Verlangen werden die ihnen geschuldeten Beträge sofort mit dem Zeitpunkt der Entscheidung fällig, die die Nichtigkeit der Verfügung über das belastete Vermögen feststellt oder ihre Nichtigkeitsklärung ausspricht.

Artikel 9. Die Güter, Rechte oder Interessen, deren rechtmäßige Eigentümer vermißt sind, ohne Erben hinterlassen zu haben, werden dem oben in Artikel 6 bestimmten Fonds zugeführt und unter denselben Bedingungen nutzbar gemacht.

Artikel 10. Alle Geschäftsagenten, Makler oder Vermittler, die es wesentlich unterlassen haben, über die Herkunft der Güter, Rechte oder Interessen Aufklärung zu geben, können von jedem aus dem Besitz gesetzten gutgläubigen Erwerber auf Rückzahlung aller Maklergebühren, Provisionen oder Honorare und gegebenenfalls auf ihre Schuld erlittenen Schaden entsprochen.

Artikel 11. Die aus der Durchführung dieser Verordnung sich ergebenden Rechte können nicht Gegenstand einer Abtretung unter Lebenden sein.

3. Abschnitt.

Verfahren.

Artikel 12. Bei jedem Gericht erster Instanz werden eine oder mehrere besondere Kammern errichtet, denen die Zurückerstattung des Vermögens übertragen wird, das Gegenstand von Beraubungsakten gewesen ist.

Diese Kammern tragen den Namen „Restitutionskammer“. Jede Restitutionskammer besteht aus einem Vorsitzenden und zwei auf Vorschlag des Gerichtspräsidenten vom Justizminister des Landes bestimmten Beisitzern, von denen einer ein Opfer des Nationalsozialismus sein muß. Die so errichteten Kammern sind unter Ausschaltung jeder anderen Gerichtsbarkeit zuständig zur Entscheidung über Klagen von Opfern der den Vorschriften dieser Verordnung unterfallenden Akte.

Artikel 13. Die Klagen müssen binnen 18 Monaten seit der Veröffentlichung dieser Verordnung erhoben werden. Sofern es sich um unbewegliche Sachen handelt, ist für den Kläger die Restitutionskammer des Gerichtes zuständig, in dessen Bezirk die strittige Sache belegen ist, während sich bei beweglichen Sachen der Gerichtsstand nach den Vorschriften der Paragraphen 12 M. ZPO. bestimmt.

Artikel 14. Im Falle der Verschollenheit des Erwerbers oder wenn sein Wohnsitz unbekannt ist, muß das Verfahren gegen den in Anwendung des Gesetzes Nr. 52 ernannten Verwalter oder gegen den in Anwendung der Bestimmungen der Paragraphen 1909 M. BGB. bestellten Pfleger gerichtet werden.

Im Falle der Verschollenheit des Beraubten ist die Klage zu erheben entweder von seinen Rechtsnachfolgern oder auf Anweisung des Justizministeriums des Landes von dem Oberstaatsanwalt bei dem Gericht, bei dem die zuständige Restitutionskammer errichtet ist, oder von der mit der Verwaltung des in Artikel 6 genannten gemeinsamen Fonds beauftragten Institution, oder von jeder rechtmäßig gebildeten Vereinigung von Opfern des Nationalsozialismus.

Innerhalb von 6 Monaten seit der Veröffentlichung dieser Verordnung hat der Finanzminister jedes Landes dem Justizminister die Liste der den Artikeln 1, 2 oder 3 unterfallenden Güter, Rechte oder Interessen zum Zwecke der Uebermittlung an die Staatsanwaltschaft vorzulegen.

Die Liste ist zugleich den Institutionen mitzuteilen, die mit der Verwaltung der im Artikel 6 bestimmten gemeinsamen Fonds betraut sind.

Artikel 15. Der Kläger ist vom Anwaltszwang befreit.

Die Zustellung der Klage erfolgt durch die Geschäftsstelle des Gerichtes.

Auf dem Protokoll der Zustellung muß vermerkt werden, daß dem Beklagten eine Frist von zwei Wochen zur Geltendmachung seiner Einwendungen zur Verfügung steht.

Artikel 16. Die Entscheidung über die Klage erfolgt durch Endurteil oder durch Beschluß.

Der ergangene Beschluß oder das erlassene Urteil werden durch die Geschäftsstelle zugestellt.

ART. 17. — Il n'est en rien dérogé aux dispositions du droit commun en ce qui concerne les voies de recours et l'opposition. Il en est de même pour l'intervention des tiers (art. 64 et suivants de la Z. P. O.).

ART. 18. — Dans l'intérêt des tiers, toute procédure intentée en vertu des dispositions de la présente ordonnance, doit faire l'objet d'une publication dans l'Amtsblatt du Land.

Cette publication est faite d'office par les soins du greffe.

TITRE IV.

TRANSACTIONS AMIABLES

ART. 19. — Le propriétaire dépossédé susceptible de bénéficier des dispositions du Titre II de la présente ordonnance peut, au lieu de recourir à une procédure contentieuse, conclure un accord amiable avec tout acquéreur des biens en cause. Ces accords ne seront valables qu'à la condition d'être homologués en justice par le Président du Tribunal saisi sur requête. La décision d'homologation devra préciser dans chaque cas si l'acquéreur est ou non tenu, en raison de sa mauvaise ou bonne foi, à la restitution des fruits et fixera dans l'affirmative, le montant des fruits à verser au fonds commun visé à l'article 6 ci-dessus.

Notification de cette décision sera faite d'une part au Ministère Public, d'autre part à l'organisme chargé de la gestion du fonds visé à l'article 6 ci-dessus; ces deux autorités pourront faire opposition dans le délai d'un mois par déclaration au greffe.

TITRE V

FRAIS.

ARTICLE 20. — Les divers actes de procédure, les jugements et autres opérations nécessitées par les instances prévues par la présente ordonnance ne donnent lieu à aucune perception au profit des Finances Publiques.

Sont seuls dûs les frais et honoraires des experts, notaires ou autres officiers ministériels. Ces frais sont supportés conformément aux règles établies par le Code de Procédure Civil allemand.

Ce régime de faveur s'applique aux transactions homologuées dans les conditions fixées à l'article précédent.

TITRE VI

LEVÉE DES MESURES DE BLOCAGE ÉDICTÉES

PAR LA LOI No 52

ARTICLE 21. — Les décisions judiciaires de restitutions prises en application de la présente ordonnance et ayant un caractère définitif, ainsi que les transactions amiables régulièrement homologuées, emporteront mainlevée des mesures conservatoires résultant de l'application de la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié, relative au blocage et au contrôle des Biens.

Cette mainlevée devra toutefois être constatée par les services compétents suivant des modalités qui seront fixées par arrêté.

ARTICLE 22. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne, et exécutée comme loi dans la zone française d'occupation.

BADEN-BADEN, le 10 Novembre 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

Artikel 17. Die Bestimmungen des gemeinen Rechts über Rechtsmittel und Einspruch, sowie über die Beteiligung Dritter am Rechtsstreit (Paragraphen 64 ff. ZPO.) bleiben aufrechterhalten.

Artikel 18. Zur Wahrung der Interessen Dritter muß über jedes gemäß den Vorschriften dieser Verordnung eingeleitete Verfahren eine Veröffentlichung im Amtsblatt des betreffenden Landes erfolgen.

Diese Veröffentlichung wird von amtswegen durch die Geschäftsstelle des Gerichts veranlaßt.

4. Abschnitt.

Gütliche Erledigung.

Artikel 19. Der seines Besitzes entsetzte Eigentümer, der die Bestimmungen des zweiten Abschnitts dieser Verordnung für sich in Anspruch nehmen darf, kann statt einer Prozeßeröffnung eine gütliche Vereinbarung mit jedem betroffenen Erwerber des Vermögens treffen. Diese Vereinbarungen sind nur unter der Voraussetzung gültig, daß sie von dem Präsidenten des für den Streitfall zuständigen Gerichts gerichtlich bestätigt werden. Der diese gerichtliche Bestätigung ausprechende Gerichtsbeschluß muß in jedem Fall feststellen, ob der Erwerber vermöge seines bösen oder guten Glaubens zur Erstattung des Gewinns verpflichtet ist. Bejahendfalls ist der Betrag der Früchte festzusetzen, der auf den im Artikel 6 bestimmten gemeinsamen Fonds einzuzahlen ist.

Dieser Gerichtsbeschluß ist sowohl der Staatsanwaltschaft wie der mit der Verwaltung des im Artikel 6 bestimmten Fonds betrauten Institution mitzuteilen. Beide können binnen eines Monats durch Erklärung gegenüber der Geschäftsstelle des Gerichtes Einspruch erheben.

5. Abschnitt.

Kosten.

Artikel 20. Durch die verschiedenen Verfahrensakte, durch die Urteile und anderen durch das in dieser Verordnung vorgesehene Prozeßverfahren nötig werdenden Maßnahmen fallen keine Gebühren zu Gunsten der öffentlichen Finanzen an.

Es kommen in Ansatz lediglich die Auslagen und Gebühren der Sachverständigen, der Notare und der anderen öffentlichen Beamten. Diese Kosten sind entsprechend den Vorschriften der ZPO. zu tragen.

Diese begünstigende Regelung gilt auch für die im vorangegangenen Artikel bestimmten Verfahren der gerichtlichen Bestätigung.

6. Abschnitt.

Aufhebung der im Gesetz Nr. 52 angeordneten Sperrmaßnahmen.

Artikel 21. Die gemäß dieser Verordnung ergangenen rechtskräftigen gerichtlichen Rückerstattungsentscheidungen ebenso wie die ordnungsgemäß gerichtlich bestätigten gütlichen Erledigungen bewirken die Aufhebung der sich aus dem Gesetz Nr. 52 des Alliierten Oberkommandos betreffend Sperre und Beaufsichtigung von Vermögen ergebenden Schutzmaßnahmen.

Diese Aufhebung darf aber erst nach zuständiger formeller Feststellung gemäß den in einer Verfügung zu erlassenden Bestimmungen erfolgen.

Artikel 22. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet auszuführen.

BADEN-BADEN, den 10. November 1947.

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.